



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

47187



Distr. : GENERALE

E/ECA/PSD.8/8.Part 1
Mars 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième session de la Conférence commune
des planificateurs, statisticiens et
démographes africains

Addis-Abeba (Ethiopie)
21-26 mars 1994

**ASSISTANCE TECHNIQUE DES NATIONS UNIES DANS LES DOMAINES
DE LA STATISTIQUE, Y COMPRIS L'INFORMATIQUE, ET DE LA POPULATION**

Rapport du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse
des politiques de l'Organisation des Nations Unies

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION

II. EXAMEN DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE

- A. Statistique, y compris l'informatique
- B. Population

ANNEXE

Tableau 1- Dépense du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques relatives aux projets de coopération technique dans le domaine de la statistique en Afrique, par rubrique 1/2/

Tableau 2- Dépenses du Département consacrées aux projets de coopération technique dans le domaine de la statistique, par poste 1/2/

I. Introduction

1. Créé en avril 1993, le Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques a, entre autres, pour responsabilité première de gérer et de renforcer le système d'informations quantitatives de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines de la population et de la statistique et d'exécuter des projets de coopération technique dans ces domaines. Au sein du Département, la Division de statistique (UNSTAT) et la Division de la population ont la responsabilité administrative des projets de coopération technique dans leurs domaines respectifs. Ces deux divisions fonctionnent de manière intégrée en matière de mise au point de méthodologies, de coopération technique ainsi que de collecte, de diffusion et d'analyse de données. Dans le cadre de la promotion de la coopération technique, le Département continue de faire appel aux compétences du personnel permanent du Département et des commissions régionales.

2. Les activités du Département en matière de coopération technique sont largement financées par des ressources provenant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). D'autres sources comprennent les fonds d'affectation spéciale alimentés à la fois par les pays bénéficiaires et les donateurs bilatéraux. En outre, le Département a accès à des fonds limités provenant du programme ordinaire de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies. Ce programme vise à créer un effet multiplicateur en apportant des concours à petite échelle ayant un rôle de catalyseur propre à satisfaire les besoins prioritaires en matière de coopération technique et accorde la priorité aux demandes émanant des pays africains et des PMA ainsi qu'à la promotion de la coopération technique entre pays en développement (CTPD). Utilisé dans une large mesure pour fournir des services consultatifs de courte durée, le programme ordinaire finance également des ateliers, des programmes de formation et des projets pilotes.

3. L'objectif du présent document est de présenter un résumé succinct et un aperçu général des activités entreprises en matière de coopération technique dans les domaines de la statistique et de la population en 1992 et en 1993 dans le contexte des activités générales du Département de l'information³, économique et sociale et de l'analyse des politiques en Afrique.

II. Examen des activités de coopération technique

A. STATISTIQUE (y compris l'informatique)

Aperçu général

4. La Division de la statistique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (UNSTAT) fournit un appui fonctionnel aux pays dans le cadre des projets de coopération technique dans le domaine de la statistique pour lesquels le Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques est l'agent d'exécution. En ce qui concerne les projets réalisés en Afrique, UNSTAT travaille en étroite collaboration avec la Division de la statistique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) dans le but d'aider les pays à exécuter leurs programmes respectifs de collecte de données conformément au Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90. UNSTAT coordonne également ses activités avec les équipes régionales d'appui technique récemment créées par le FNUAP. Les efforts d'UNSTAT ainsi que ceux déployés par les services de statistique et de population de la CEA ont certainement permis d'améliorer les capacités des organisations centrales de statistique de plusieurs pays africains. Cependant, certains pays ne disposent toujours pas de moyens appropriés leur permettant de satisfaire leurs besoins en données. Dans de nombreux cas, le renforcement des capacités a été entravé par les dispositifs administratifs relatifs aux conditions de travail dans les services nationaux de statistique qui compromettent toute motivation. Parallèlement, et en particulier au cours des deux dernières années, l'adoption de plans de redressement économique et de programmes d'ajustement structurel supplémentaires a rendu encore plus nécessaires des séries de données plus diverses, complexes et

opportunes. Cette évolution de la situation exige qu'une attention renouvelée soit accordée au renforcement de la coopération technique dans le domaine de la statistique et de l'informatique en Afrique ainsi qu'aux mécanismes permettant cette coopération.

Projets nationaux

5. Les statistiques sont de plus en plus demandées car elles constituent l'information de base la plus importante pour la planification dans les domaines du développement général, de l'administration, des finances et de la population ainsi que pour tout autre type de planification. Le fait que les gouvernements africains soient de plus en plus conscients de l'importance des statistiques a entraîné la nécessité d'améliorer les moyens permettant de fournir ces données. Les pays africains en développement continuent de demander une aide, en général pour renforcer leurs services de statistique et en particulier dans les domaines spécialisés tels que les statistiques économiques générales et la comptabilité nationale, les statistiques commerciales, les statistiques de la population et du logement, les statistiques de l'état civil, les indicateurs sociaux, les statistiques de l'environnement, les statistiques industrielles, les statistiques des prix, le traitement des données et les bases de données informatisées ainsi que l'établissement de statistiques sur les femmes et les groupes particuliers de la population, notamment les personnes handicapées. Une assistance continue a été également demandée pour les projets liés aux enquêtes sur les ménages ainsi que pour les activités nationales et internationales liées à la série de recensements de la population et du logement de 1990.

6. Le tableau I montre les dépenses du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques concernant les projets nationaux de coopération technique dans le domaine de la statistique dans la région africaine. Les dépenses ont augmenté, passant de 9,34 millions de dollars EU en 1988 à 9,48 millions en 1989, pour atteindre un niveau record de 14,7 millions de dollars EU en 1991, puis ont commencé à baisser jusqu'à 9 millions de dollars EU en 1992; on estime qu'elles sont tombées à 8 millions de dollars EU en 1993. Le niveau record s'explique par les dépenses effectuées sur les activités liées à la série de recensements de la population de 1990. En 1992, comme c'était le cas au cours des années précédentes, les dépenses sur les statistiques démographiques, les recensements et les enquêtes représentaient le poste de dépenses le plus important avec 6,5 millions de dollars EU, soit 72% du montant total. Les dépenses relatives à la comptabilité nationale et aux autres statistiques économiques en 1992 s'élevaient à 1,4 millions de dollars EU.

7. Les projets nationaux peuvent porter sur un ou plusieurs aspects de l'assistance qui comprend des services d'experts, d'experts associés et de volontaires, la formation en cours d'emploi du personnel, des bourses d'étude à l'étranger, une aide pour déterminer les spécifications du type approprié de matériel nécessaire pour l'exécution des projets ainsi que l'acquisition de fournitures et du matériel.

8. A la fin de décembre 1993, l'Afrique comptait 84 projets nationaux d'assistance technique dans le domaine de la statistique qui concernait 41 pays (voir le tableau I en annexe). Dans le domaine des statistiques démographiques et sociales, il y avait 79 projets, dont 76 ayant un volet de traitement de données et trois projets portant exclusivement sur le traitement des données. Une assistance technique a été fournie sous différentes formes pour la réalisation, par les pays ci-après, de recensements de la population et du logement : Bénin, Botswana, Burundi, Cap-Vert, République centrafricaine, Congo, Gabon, Gambie, Guinée-Bissau, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigéria, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Tanzanie, Tchad, Togo, Ouganda, Zaïre, Zambie et Zimbabwe. Une assistance technique a été fournie pour l'enregistrement des faits d'état civil aux pays ci-après : Botswana, Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Mauritanie, Maroc, Niger, Nigéria et Sao Tome-et- Principe. Dans les domaines de la comptabilité nationale, des statistiques économiques générales et de l'organisation des statistiques, les pays ci-après ont reçu une assistance au cours de la période considérée : Algérie, Angola, Egypte, Guinée équatoriale, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Malawi, Maurice, Maroc, Mozambique, Nigéria, Sierra Leone, Tchad, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

Tableau 1

**Dépense du Département de l'information économique et sociale
et de l'analyse des politiques relatives aux projets
de coopération technique dans le domaine
de la statistique en Afrique par rubrique ^{1/2/}**

(milliers de dollars E.U)

Rubrique	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Statistiques multisectorielles	900	978	603	441	514	512
Comptabilité nationale et autres statistiques économiques	1799	1231	1554	2156	1447	1778
Statistiques démographiques et sociales, recensements, enquêtes	6586	6943	11543	10717	6458	5031
Statistiques démographiques et sociales	609	644	436	883	1134	999
Recensements de la population	5401	5726	10883	9621	5207	3895
Cartographie censitaire	23	127	168	192	100	137
Echantillonnage et enquête	553	446	56	21	17	-
Traitement des données	55	331	723	1.380	105	336
Autres	-	-	-	-	-	-
Total	9340	9483	14423	14694	9000	7657

1/ Conformément à la classification géographique des données par l'agent d'exécution (DDSMS), les pays ci-après ne sont inclus : l'Algérie, Djibouti, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Soudan et Tunisie.

2/ Les chiffres pour 1993 figurant dans ce tableau sont des estimations basées les informations disponibles au 30 novembre 1993.

9. Des demandes d'assistance en matière de traitement des données statistiques et d'informatique, qui visaient à mettre en place des capacités de traitement de données et parallèlement à réaliser la tabulation des données de recensement de la population, créer des bases de données et assurer le stockage durable des supports magnétiques, ainsi que des demandes relatives à l'organisation des statistiques ont été traitées au cours de la période considérée. Les pays africains exploitent de plus en plus la technologie des micro-ordinateurs pour traiter les données. C'est, à de nombreux égards, une technologie appropriée pour les pays en développement en raison de ses applications à petite échelle et du fait qu'elle offre un cadre de travail plus personnalisé et plus éducatif. Le PNUD et le FNUAP ont continué de financer l'essentiel des activités en fournissant des services d'experts, du matériel de traitement de données, des programmes de bourses de formation et d'autres formes d'appui technique.

10. La formation est un élément essentiel des activités de coopération technique en Afrique. Ce volet comprend les bourses, la formation en cours d'emploi, les missions d'étude, les ateliers et séminaires ainsi que la formation locale dispensée par le personnel sur le terrain, les conseillers techniques et le personnel

ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, y compris des commissions régionales. Etant donné que la réduction des effectifs des services nationaux de statistique continue d'être un problème d'actualité dans les pays africains, en 1992 et en 1993 l'attention a été accordée aux efforts de développement liés à la formation statistique. En effet, la majorité des projets africains apporte un appui au volet formation. Tous les experts résidents et la plupart des consultants engagés pour une courte durée sont appelés à former le personnel de contrepartie pendant leur affectation. Le tableau II montre les dépenses effectuées par le Département sur les projets nationaux de coopération technique dans le domaine de la statistique par rubrique. En 1992, sur les dépenses totales d'un montant de 9 millions de dollars, celles consacrées à la formation ont atteint 0,6 million de dollars, soit 7%. En fait, cette proportion ne traduit pas les efforts de formation mentionnés plus haut, à savoir la formation dispensée par l'intermédiaire d'experts, de conseillers et de fonctionnaires, qui est prise en compte dans les dépenses du personnel, ni la formation dont bénéficient les pays africains dans le cadre de projets régionaux et interrégionaux.

Tableau 2

**DEPENSES DU DEPARTEMENT CONSACREES AUX PROJETS DE COOPERATION
TECHNIQUE DANS LE DOMAINE DE LA STATISTIQUE, PAR POSTE ^{1/2/}**

(en milliers de dollars E.U)

Année	Personnel	Formation	Matériel	Autres	Total
1988	4090	1054	3110	1086	9340
1989	3926	1360	3208	989	9483
1990	6756	2110	4032	1525	14423
1991	7729	1406	3672	1887	14694
1992	6914	492	811	783	9000
1993	5611	596	620	830	7657

^{1/} Selon la classification des données géographiques par l'agent d'exécution (DDSMS), les pays ci-après ne sont pas inclus : Algérie, Djibouti, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Soudan et Tunisie.

^{2/} Les chiffres pour 1993 figurant dans ce tableau sont des estimations basées sur des informations disponibles au 30 novembre 1993.

Projets régionaux

11. Un projet régional élaboré pour la formation en matière de recensement à l'intention des pays de l'Afrique subsaharienne, avec le concours du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'appui multi-bilatéral du Gouvernement canadien, a été mené à terme à la fin de 1992. Les objectifs du projet étaient de : i) renforcer la capacité des services nationaux de recensement en mettant à leur disposition des ressources humaines permanentes c'est-à-dire renforcer les capacités des pays en matière de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion de l'information démographique et socio-économique et ii) contribuer à l'amélioration des statistiques sur les recensements de la population et du logement afin d'assurer la disponibilité de données fiables pour l'analyse de l'information socio-économique en général, et de la situation démographique, en particulier. Un projet de remplacement a été soumis au FNUAP et au Canada pour financement.

Activités interrégionales et mondiales d'appui au développement de la statistique et de l'informatique en Afrique

12. Les programmes mondiaux ou interrégionaux fournissant une assistance aux activités dans le domaine de la statistique en Afrique comprennent : i) les services fournis par l'intermédiaire de conseillers interrégionaux, ii) le programme de mise en place de dispositifs nationaux d'enquêtes sur les ménages, iii) le projet sur les logiciels et l'appui informatique aux activités de population, iv) le projet de formation statistique en cours d'emploi dans le cadre du programme lié à la coopération technique entre pays en développement et, v) les ateliers et séminaires interrégionaux et régionaux.

13. UNSTAT a deux conseillers interrégionaux, l'un spécialisé en formation statistique et en statistique démographique et l'autre en méthode et en informatique, qui sont tous les deux basés au siège. Au cours de la période biennale considérée, les conseillers ont activement satisfait les demandes ponctuelles des pays africains, en particulier des pays les moins avancés en matière de statistique, en fournissant une assistance technique dans leurs domaines respectifs. En outre, les conseillers techniques et les fonctionnaires ordinaires de la Division de la statistique du Secrétariat des Nations Unies (UNSTAT) ont fourni une orientation générale aux activités de coopération technique dans le domaine de la statistique et entrepris des missions et des tâches spécifiques de coopération technique.

14. A la fin de 1992, l'Afrique comptait 26 pays parmi les 50 participant au programme de mise en place de dispositifs nationaux d'enquêtes sur les ménages. Ce programme a, depuis sa mise en place en 1979, été exécuté en étroite collaboration avec son pendant régional, à savoir le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages (ADM). Le programme de mise en place de dispositifs nationaux sur les ménages est exécuté par UNSTAT et financé par le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF. Le PNUD, principal bailleur de fonds, a arrêté son appui financier à la fin de 1991 et depuis lors, les activités du programme ont été financées grâce à l'appui financier continu du FNUAP et de l'UNICEF et à d'autres mécanismes spéciaux. Un examen du programme (K.D. de Graft-Johnson : Review of the National Household Survey Capability Programme, 1979 - 1992. UNDESD/Statistical Division, décembre 1992) a recommandé la poursuite du programme. Pendant ce temps, UNSTAT s'est efforcé de restructurer le programme en concentrant ses efforts plus particulièrement sur le suivi des objectifs sociaux conformément aux recommandations de la Commission de la statistique.

15. Le projet sur le logiciel et l'appui informatique aux activités de population, qui est entièrement financé par le FNUAP, met au point et distribue des logiciels PC-EDIT pour l'entrée et l'édition des données, XTABLE pour la tabulation des données, ainsi que POPMAP pour la mise au point d'une base de données géographiques intégrées avec des cartes et des diagrammes. Le projet dispense également une formation et apporte un appui technique pour l'utilisation de ces logiciels. En 1992 - 1993, le projet a continué de fournir des logiciels à plusieurs programmes et projets en matière de population, à des services publics et à des établissements de formation en Afrique. Le projet a collaboré avec d'autres organes des Nations Unies ainsi qu'avec l'International Statistical Programs Center du Bureau de recensement des Etats-Unis pour organiser et conduire des ateliers de formation aux logiciels qui se sont tenus au Burkina-Faso, aux Etats-Unis d'Amérique et en Jordanie et au cours desquels 34 experts nationaux d'Afrique ont été formés en matière d'utilisation du logiciel du projet pour la collecte, le traitement, la présentation et la diffusion des données sur la population.

16. Outre les activités de formation des projets nationaux et régionaux, il existe différents projets de formation financés par le programme ordinaire de coopération technique des Nations Unies qui bénéficient de l'appui fonctionnel d'UNSTAT. Parmi ceux-ci, figure le projet interrégional de formation des statisticiens et programmeurs débutants (projet INT/92/R91/1). Le principal objectif de ce projet était de renforcer les capacités des pays en développement et d'établir des liens entre ceux-ci grâce à la promotion de la coopération technique entre pays en développement (CTPD). Les ressources dont disposent les pays en développement dotés de moyens sont utilisées pour la formation en cours d'emploi du personnel provenant des pays les moins avancés en matière de statistique, les connaissances techniques étant éventuellement

partagées. Les pays africains ayant participé au programme en qualité de pays hôte au cours de la période 1992-1993 étaient le Botswana et le Rwanda. Deux ateliers régionaux (l'un à l'intention des pays anglophones d'Afrique et l'autre à l'intention des pays francophones) pour les femmes statisticiennes ont été organisés dans le cadre du projet sur un financement du budget ordinaire dans un effort visant à faire droit aux préoccupations exprimées quant à la baisse du nombre des femmes stagiaires dans les établissements africains de formation. Le premier a été organisé à Gaberones (Botswana) en coopération avec le Département de statistique de l'Université du Botswana et le FNUAP, du 1er juin au 14 juillet 1993. Dix-huit statisticiennes du Botswana, du Lesotho, du Malawi, du Mozambique, de la Namibie, du Swaziland et de la Zambie ont participé à cet atelier. Le second a été organisé à Kigali (Rwanda) les 17 novembre et 18 décembre 1993 en collaboration avec l'Institut africain et mauricien pour la statistique et l'économie appliquée (IAMSEA) et le FNUAP. Quinze statisticiennes du Tchad, de la Guinée, du Niger et du Rwanda ont participé à cet atelier.

17. Le Ghana et le Kenya, pour l'Afrique, ont participé à l'atelier interrégional sur le thème "Development of Statistics on Women's Work in the informal Sector" (développement des statistiques relatives aux activités des femmes dans le secteur informel), qui a été organisé en coopération avec le Gouvernement de la République de Corée et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) à Seoul (République de Corée) du 25 au 29 mai 1992. L'Egypte, pour l'Afrique, a participé à l'atelier dénommé "Western Asia Workshop on Strategies for Accelerating the Improvement of Civil Registration and Vital Statistics Systems" (atelier de l'Asie de l'Ouest sur les stratégies visant à accélérer l'amélioration de systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques d'état civil), organisé par UNSTAT en collaboration avec la CESAP, le FNUAP et le Gouvernement syrien du 20 au 24 juin 1993 à Damas (Syrie). Le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Malawi, Maurice, le Maroc, le Nigéria, le Zaïre et le Zimbabwe, pour l'Afrique, ont participé au séminaire interrégional sur la révision du système de comptabilité nationale (SCN), organisé en coopération avec le Gouvernement mexicain à Aguascalientes (Mexique) du 5 au 9 octobre 1992. La Tunisie, pour l'Afrique, a participé à la Conférence internationale sur le développement et la diffusion des statistiques relatives aux personnes handicapées, organisée en coopération avec Statistics Canada à Ottawa (Canada) du 13 au 23 octobre 1992.

B. POPULATION

18. La Division de la population a fourni une assistance technique dans le domaine de la population à de nombreux pays africains au cours de la période considérée, notamment pour la formation en matière de population, l'analyse des données socio-économiques et démographiques provenant des recensements de la population et des enquêtes ainsi que la recherche sur ces données, les politiques de population et l'intégration de la population à la planification du développement. La coopération technique des Nations Unies en matière de population était concentrée dans les pays africains où l'on dénombrait plus de 60% des projets de population. Les efforts de coopération technique ont continué de porter sur la mise en place de capacités nationales en vue d'assurer l'autonomie dans les domaines liés à la population.

Projets nationaux

19. Au cours de la période 1992-1993 (voir le tableau 2 en annexe), une assistance a été fournie à 60 projets de population dans 48 pays africains et à cinq projets interrégionaux portant sur la formation, l'analyse démographique et la population et le développement. Si le nombre total de projets a enregistré une baisse de 8% par rapport à la période 1990-1991, il y a eu toutefois une demande accrue de coopération technique pour l'analyse des recensements de la population de 1990 et pour la formation visant à renforcer les capacités nationales en vue d'assurer l'autonomie. C'est ainsi qu'en 1992-1993, 37% des projets ont porté sur l'analyse démographique, 35% sur la formation et 28% des projets exécutés par la Division de la population ont porté sur la population et la planification du développement. Cependant, en 1993, environ 43% des projets ont porté sur la population et le développement.

20. Au cours de la période biennale considérée, 30 conseillers résidents ont participé à l'exécution de projets dans 20 pays contre 37 en 1990-1991. Cependant, dans 24 pays africains, 33 experts et directeurs de projets nationaux étaient responsables de l'exécution des projets en matière de population. Au cours de cette période, des conseillers techniques fournis par l'intermédiaire de la Division de la population ont entrepris 45 missions consultatives directes ou liées à des projets dans 26 pays africains.

Projets multinationaux

21. Dans le domaine de la formation, plus de 2000 ressortissants des pays africains ont participé à des programmes de formation de courte et longue durées parrainés dans le cadre de projets de la Division.

22. En coopération avec la CEA, deux ateliers ont été organisés au Ghana en 1992 et en 1993 pour former les démographes et planificateurs africains anglophones à l'utilisation des micro-ordinateurs pour l'analyse des données de recensement et l'établissement de projections démographiques. En outre, deux ateliers de formation ont été organisés à Montréal et au Burkina Faso à l'intention de participants des pays africains francophones sur l'analyse, la diffusion et l'utilisation des données de recensement et sur l'utilisation de REDATAM⁵ et PopMap⁶, respectivement. Cette activité qui constituait un transfert de technologie de l'Université de Montréal et de l'Amérique latine (REDATAM a été mise au point par le Centre latino-américain de démographie des Nations Unies) vers l'Afrique. Le manuel à l'intention des utilisateurs de REDATAM est actuellement traduit en français en vue de sa distribution dans les pays francophones.

23. Au cours de la période 1992-1993, des étudiants africains ont été formés à l'International Statistical Programs Centre du Bureau de recensement des Etats-Unis dans le cadre d'un programme de formation de quatre mois portant sur l'analyse, la diffusion et l'utilisation des données démographiques. La plupart des stagiaires étaient financés dans le cadre de projets bénéficiant de l'appui de la Division de la population. Cette formation a renforcé les capacités des gouvernements en matière d'analyse par micro-ordinateur de la série de recensements de la population de 1990.

Formation en matière de démographie et de population

24. En 1992-1993, 21 projets de formation et de recherche en matière de population basés dans 16 pays étaient à un stade avancé, la plupart étant exécutés par des experts et/ou directeurs de projets nationaux. Un grand nombre de ces projets de formation, qui sont à caractère universitaire, ont atteint la maturité et acquis une certaine indépendance au cours de cette période. Les projets fournissaient également des services directs aux pays concernés, notamment des services consultatifs aux gouvernements et aux ONG, l'analyse et la recherche en matière de politique orientée vers la population et le développement et la diffusion des résultats obtenus ainsi que des programmes de formation intensive de courte durée. A la fin de 1993, seuls trois de ces projets employaient des conseillers résidents.

25. Si nombre de ces projets dispensaient une formation et/ou des programmes d'enseignement du niveau du deuxième cycle universitaire, une formation de type classique du niveau de la maîtrise était également dispensée dans certains pays comme l'Ethiopie, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. Un fait revêtant un intérêt particulier au cours de la période considérée a été l'incidence générale et la qualité de la coopération

5/ Retrieval of Data for small Areas by Microcomputer (REDATAM-Plus), est un progiciel interactif facile à utiliser qui permet d'accéder à des combinaisons hiérarchisées de très grands fichiers, notamment les micro-données des recensements nationaux.

6/ PopMap est un système interactif d'information et d'appui à la prise de décision pour les activités de population. Il combine les diagrammes, l'interface des tableaux et des capacités d'établissement de cartes avec une base de données géographiques intégrées.

technique entre les pays africains (CTPD) au niveau des projets et régions, celle-ci allant des visites et échanges de courte durée de cadres à des activités de formation de groupe plus officielles.

26. L'accent mis sur les cours de formation spécialisée de courte durée dispensés sur demande par les services publics compétents et à leur intention s'est poursuivi sans porter préjudice au nombre croissant de cours de type plus classique et de travaux de recherche pratiques connexes menés à la fois par le personnel et les étudiants des établissements de formation concernés, souvent en collaboration avec des services publics tels que les offices centraux de statistique et/ou les services de planification de la population. Des analyses détaillées des données de recensement, par exemple, étaient souvent confiées au personnel des établissements de formation. Enfin, l'accent était de plus en plus mis sur les ateliers et séminaires spécialisés à la fois à l'intention des fonctionnaires, y compris les décideurs de haut niveau, et des spécialistes travaillant dans le domaine de la population et du développement, en réponse aux demandes du secteur public.

Analyse, diffusion et utilisation des données sur la population

27. Au cours de la période considérée, une assistance a été fournie pour 22 projets exécutés dans ce domaine dans 19 pays africains où des progrès considérables ont été réalisés en matière d'utilisation de logiciels pour micro-ordinateur en vue de l'analyse et de la diffusion des données de recensement.

28. Les consultants locaux et les experts nationaux ont été largement utilisés pour l'analyse démographique des données de recensement dans la plupart des pays africains. En outre, l'analyse des données de recensement et la diffusion des résultats à l'intention des utilisateurs ont été incorporées à l'élaboration des recensements de la population de 1990 dans de nombreux pays. En Ouganda, par exemple, le projet de recensement de la population de 1991 a été élaboré de sorte à permettre un chevauchement du traitement des données et de leur analyse. La phase de l'analyse des données a été intégrée au projet et toute l'activité a été entreprise comme un système interdépendant. La phase de traitement des données a fourni au bureau des recensements du matériel informatisé et des compétences en matière de traitement des données qui ont été incorporés à la phase d'analyse des données afin d'appuyer le travail d'analyse préalable et ultérieure. La première comprenait la préparation des données en vue de leur analyse, y compris des tableaux spécialisés détaillés. La deuxième comprenait la préparation de manuscrits propres destinés à la publication, notamment l'élaboration de tableaux, de diagrammes, etc. Ainsi, l'équipe d'analyse comprenait à la fois le personnel d'appui pour le traitement des données et le personnel d'analyse hautement qualifié dans l'utilisation de logiciels informatisés pour la préparation des données en vue de leur analyse et l'analyse véritable des données de recensement relatives aux caractéristiques démographiques, sociales et économiques de la population ainsi que la publication des rapports assistée par ordinateur.

29. Dans ce projet, les capacités nationales de base ont été développées et utilisées de manière très efficace pour le traitement et l'analyse des données. Pour l'analyse des recensements, un statisticien assistant formé en matière de publication assistée par ordinateur a été fourni pour apporter son concours au traitement des données supplémentaires nécessaires pour l'analyse et la production de rapports analytiques. Certains membres de l'équipe de traitement des données ont été détachés pour rassembler le logiciel d'analyse démographique et établir des bases de données sur la population et des systèmes de diffusion des données ainsi que des atlas sur le recensement de la population. En outre, il y avait une équipe d'analyse et de diffusion des données démographiques composée de spécialistes formés en matière d'analyse, de diffusion et d'utilisation des données sur la population, d'étude de la population et de technologie optique pour la mise en place de bases de données sur la population. Ces équipes représentaient un noyau de cadres nationaux nécessaires pour assurer à l'heure actuelle et à l'avenir le traitement, l'analyse et la diffusion des données sur la population avec le concours de cadres d'autres institutions nationales.

30. L'organisation des programmes de formation multinationaux susmentionnés a permis d'améliorer considérablement la capacité nationale d'entreprendre efficacement l'analyse et la préparation par ordinateur des résultats des recensements à l'intention des utilisateurs.

Politique de population et planification du développement

31. Au cours de la période considérée, une assistance technique a été fournie à 17 projets dans 13 pays en vue de renforcer les capacités nationales dans le domaine de la population et du développement, de mieux faire connaître la corrélation entre la population et le développement, d'élaborer et d'appliquer des politiques de population, et d'intégrer les variables de population dans la planification du développement économique et social. Une assistance a continué d'être fournie à la plupart de ces pays africains pour leur permettre de mettre en place ou de renforcer des services chargés de la population et des centres de recherche sur la population en vue d'évaluer les problèmes et besoins en matière de population et de réaliser des études approfondies de sorte à mettre en place des bases de données pour la formulation des politiques en matière de population et l'intégration des facteurs démographiques dans la planification du développement. A cet égard, l'Organisation des Nations Unies a encouragé les pays africains à définir des politiques visant à résoudre les problèmes de population dans le contexte du développement économique et social et à effectuer des études sur l'interaction entre population et développement. Des modèles économico-démographiques et des études des aspects socio-culturels de la fécondité, de la mortalité et du comportement en matière de migration ont été réalisés pour fournir un fondement social à l'élaboration des politiques.

32. Pour améliorer les compétences et les techniques d'intégration des facteurs démographiques dans la planification du développement, des ateliers et séminaires de formation ont été organisés à l'intention du personnel national et certains documents de base ont été produits, notamment un manuel sur les méthodes de projection pour l'intégration des variables démographiques dans la planification du développement et un rapport relatif aux modèles intégrés sur la population et le développement. Ces documents ont été utilisés dans divers ateliers de formation internationaux et nationaux auxquels ont participé des ressortissants de pays africains.

Evolution de la coopération technique dans le domaine de la population

33. Les nouveaux mécanismes du FNUAP visant à fournir des services d'appui technique aux programmes de population nationaux grâce à des équipes d'appui technique composées de conseillers techniques (équipes régionales d'appui technique) sont devenus opérationnels au début de la période 1992-1993. Le nouveau système n'a pas encore eu beaucoup d'effet sur le nombre de projets de population exécutés par la Division de la population car la majorité des projets exécutés par le Département depuis 1992 était toujours soumis à l'ancien régime.

34. Depuis que le nouveau système est devenu opérationnel en 1992, le nombre de projets exécutés par la Division de la population a baissé, passant de 56 en 1992 à 47 en 1993, soit une baisse de seulement 16% au cours de cette période. Au cours des deux prochaines années, il pourrait y avoir très peu de projets en matière de population nationaux entièrement exécutés par la Division de la population. Cependant, les cinq spécialistes des questions de population qui seront mis à la disposition de la Division de la population par le FNUAP dans le cadre des services d'appui technique, continueront de fournir des services d'appui aux huit équipes régionales d'appui technique de sorte que le système des services d'appui technique puisse apporter un appui technique de qualité aux projets et programmes nationaux en matière de population.

Annexe

Tableau 1

Projets de coopération technique dans le domaine de la statistique,
y compris l'informatique, en Afrique

Pays	No. du projet	Titre	Budget du projet	
			1993	Total
Algérie	ALG 89 013	Appui aux enquêtes sur les ménages	115 749	418 076
Angola	ANG 84 001	Mise en place d'un système de comptabilité nationale	58 750	1 101 773
Angola	ANG 89 009	Renforcement du système national de statistique	412 157	2 055 970
Bénin	BEN 88 P02	Recensement de la population et du logement	369 020	1 926 849
Bénin	BEN 88 P03	Recensement de la population et du logement	103 215	560 350
Bénin	BEN 91 009	Assistance pour le recensement de la population et du logement	34 117	450 000
Botswana	BOT 88 P02	Enregistrement des faits d'état civil	163 982	567 678
Botswana	BOT 88 P03	Recensement de la population et du logement 1991	186 566	1 413 618
Burkina Faso	BKF 87 048	Plan informatique	42 087	399 336
Burkina Faso	BKF 89 P01	Enquête démographique	48 622	583 316
Burundi	BDI 87 P02	Recensement de la population	24 659	819 700
Cap-Vert	CVI 88 P01	Recensement de la population	78 626	238 223
Cap-Vert	CVI 88 P02	Recensement de la population	73 684	930 778
RCA	CAF 85 P03	Recensement de la population	9 632	1 169 952
Tchad	CHD 89 004	Recensement de la population et du logement	379,675	1 365 675
Tchad	CHD 89 P01	Recensement de la population	482 859	1 136 812
Congo	PRC 88 P02	Enregistrement des faits d'état civil	4 202	94 408
Congo	PRC 93 P01	Recensement de la population et du logement	14 395	47 611
Djibouti	DJI 90 P01	Enquête démographique entre les recensements	21 576	248 074
Egypte	EGY 87 S04	Assistance à ASD de CAPMAS	72 415	98 171
Guinée équ.	EQG 87 002	Consolidation des statistiques économiques de base	91 588	1 369 354
Guinée équ.	EQG 90 P02	Amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil	-	81 224
Guinée équ.	EQG 92 P01	Recensement de la population et du logement	151 147	303 174
Ethiopie	ETH 86 044	Renforcement du Service national de statistique	142 000	409 350
Ethiopie	ETH 89 P01	Enquête sur la famille et la fécondité	142 849	554 513
Ethiopie	ETH 92 P01	Recensement de la population et du logement	967 965	967 965
Gabon	GAB 89 P01	Enregistrement des faits d'état civil	117 461	129 294
Gabon	GAB 92 P01	Recensement de la population	42 847	112 000
Gambie	GAM 89 P02	Statistique	581 964	581 964
Gambie	GAM 89 P03	Recensement de la population	19 273	559 943
Guinée	GUI 90 P03	Enquête démographique et sanitaire	40 173	305 877
Guinée-Bissau	GBS 89 P01	Recensement de la population	276 066	1 169 992
Guinée-Bissau	GBS 89 P03	Statistiques	436 691	436 691
Guinée-Bissau	GBS 90 005	Statistiques	462 996	981 178
Kenya	KEN 87 P13	Recensement de la population	-	845 836
Kenya	KEN 89 P11	Base de données sur la condition de la femme	56 002	324 840
Liberia	LIR 88 P08	Enquête démographique	13 370	368 236
Madagascar	MAG 87 P03	Recensement de la population et du logement	4 305	622 876
Madagascar	MAG 91 002	Recensement de la population et du logement	929 314	1 675 610

Pays	No. du projet	Titre	Budget du projet	
			1993	Total
Malawi	MLW 84 P02	Recensement de la population et analyse des données du recensement	27 198	555 496
Mali	MLI 86 011	Recensement de la population et du logement	-	704 710
Mali	MLI 90 007	Appui au système de statistique malien	124 972	530 912
Mauritanie	MAU 88 P02	Enregistrement des faits d'état civil	25 220	381 118
Maurice	MAR 88 P05	Recensement de la population et du logement 1990	14 226	271 471
Maroc	MOR 87 P09	Dispositif national d'enquêtes auprès des ménages	6 774	270 406
Maroc	MOR 92 P03	Système d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques d'état civil	5 600	9 600
Maroc	MOR 93 P08	Stratégie pour l'organisation et la diffusion des données démographiques	8 000	43 360
Mozambique	MOZ 88 P01	Recensement de la population 1990	105 290	258 574
Mozambique	MOZ 89 014	Appui au système de statistique	663 532	3 042 651
Mozambique	MOZ 91 P01	Cartographie censitaire et statistiques sur la population	159 000	389 008
Mozambique	MOZ 91 003	Enquête démographique nationale	78 995	269 026
Namibie	NAM 90 021	Aide à la mise en place d'un bureau des recensements et enquêtes	286 180	800 400
Namibie	NAM 90 P02	Recensement de la population et du logement 1991	188 330	354 042
Namibie	NAM 90 P03	Recensement de la population et du logement 1991	186 584	1 506 488
Namibie	NAM 90 P04	Recensement de la population et du logement 1991	335 047	522 000
Niger	NER 88 P05	Enregistrement des faits d'état civil, phase II	4 726	147 203
Niger	NER 89 011	Enquête nationale sur les ménages au Niger	782 082	2 411 997
Niger	NER 90 017	Enquêtes budget-consommation (urbain)	-	38 139
Niger	NER 91 P01	Enquêtes sur l'insertion des jeunes	56 167	109 432
Niger	NER 92 P03	Fichier national des localités	80 152	120 710
Nigéria	NIR 85 P02	Mise en place d'un système d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques de l'état civil	27 040	447 637
Nigéria	NIR 85 P03	Enregistrement des faits d'état civil	18 275	254 000
Nigéria	NIR 88 P01	Recensement de la population	191 245	3 386 003
Nigéria	NIR 92 S01	Appui aux programmes pour le système national de statistique	30 000	30 000
Rwanda	RWA 89 P01	Recensement de la population et du logement	12 500	232 999
Rwanda	RWA 89 P02	Recensement de la population et du logement, 1991	106 575	812 709
Rwanda	RWA 89 P03	Recensement de la population et du logement, 1991	105 537	365 832
Rwanda	RWA 91 P01	Recensement de la population et du logement	14 884	581 415
Rwanda	RWA 91 P02	Recensement de la population et du logement	88 123	425 300
Rwanda	RWA 91 P03	Recensement de la population et du logement	246 158	1 012 903
Sao Tomé-et-Principe	STP 90 P03	Informatisation des statistiques d'état civil	34 977	59 867

Pays	No. du projet	Titre	Budget du projet	
			1993	Total
Sao Tomé et Principe	STP 90 P04	Recensement de la population et du logement	54 762	519 555
Seychelles	SEY 93 P01	Recensement de la population et du logement	24 500	60 100
Sierra Léone	SIL 83 P01	Recensement de la population 1985	15 829	1 033 675
Pays	No. du projet	Titre	Budget du projet 1993	Total
Sierra Léone	SIL 90 005	Assistance pour le développement de la statistique	190 554	651 472
Soudan	SUD 92 P05	Recensement de la population et du logement 1993	383 200	704 851
Togo	TOG 89 P03	Recensement de la population et du logement	564 247	764 487
Ouganda	UGA 89 002	Traitement des données, recensement de la population	191 397	1 063 338
Tanzanie	URT 85 P04	Recensement de la population et du logement	32 175	245 919
Zaire	ZAI 88 P03	Recensement de la population et du logement	79 312	569 340
Zambie	ZAM 88 015	Recensement de la population 1990	4 500	353 392
Zambie	ZAM 88 P01	Recensement de la population et du logement 1990	167 856	1 803 319
Zambie	ZAM 88 P02	Recensement de la population et du logement 1990	-	1 428 060
Zimbabwe	ZIM 90 P02	Recensement de la population et du logement	235 424	1 616 207

Note : Données au 30 novembre 1993

Tableau 2

Coopération technique dans le domaine de la population en Afrique

Pays	No. du projet	Principal domaine d'activité	Budget total	Budget 1993
A. FORMATION EN MATIERE DE DEMOGRAPHIE ET DE POPULATION				
Angola	ANG/88/P03	Enseignement de la démographie à l'Université Agostinho Neto	267 263	83 702
Ethiopie	ETH/86/P02	Formation et recherche en démographie	250 767	117 782
Côte d'Ivoire	IVC/89/P03	Formation et recherche en démographie à l'ENSEA	49 721	-
Côte d'Ivoire	IVC/89/P30	Bourses de perfectionnement en démographie à l'ENSEA	16 905	-
Kenya	KEN/89/P02	Formation et recherche à PSRI, Université de Nairobi	383 938	130 751
Lesotho	LES/88/P01	Renforcement de la formation en démographie à l'Université nationale du Lesotho	282 791	52 811
Mauritanie	MAU/87/P01	Renforcement de la capacité technique du Centre de démographie	41 558	-
Malawi	MLW/90/P01	Formation en démographie, Université du Malawi	141 402	64 413
Maroc	MOR/88/P02	Programme d'enseignement de l'INSEA en matière de démographie	17 051	13 390
Maroc	MOR/92/P04	Enseignement et recherche en matière de démographie à l'ENSEA	36 400	36 400
Maroc	MOR/93/P03	Formation pour la recherche en matière de développement social	33 000	33 000
	MOR/92/P03	Organisation et diffusion des données démographiques et sociales	18 000	18 000
Nigeria	NIR/91/001	Formation en matière de population et développement	720 220	378 522
Soudan	SUD/92/P06	Formation et recherche en matière de population au niveau national	64 645	45 265
Soudan	SUD/86/P03	Centre d'étude de la population de Gezira	46 079	-
Swaziland	SWA/88/P02	Appui au programme de formation en démographie	288 848	189 900
Ouganda	UGA/93/P02	Recherche et formation en matière de population à Makerere University	236 711	49 868

République- Unie de Tanzanie	URT/89/P0	Formation en démographie à l'Université de Dar-es-Salaam	240 376	90 376
Zaire	ZAI/86/P01	Assistance pour la formation et la recherche, Université de Kinshasa	74 498	-
Zambie	ZAM/89/P04	Formation et recherche en démographie, Université de Zambie	193 294	36 835
Zimbabwe	ZIM/91/P01	Formation en démographie, Université du Zimbabwe	148 257	45 513
B. ANALYSES DEMOGRAPHIQUES				
Algérie	ALG/89/P01	Assistance au service national de statistique en matière de collecte et d'analyse des données	72 944	-
Burundi	BDI/91/004	Appui à l'analyse des données démographiques	448 107	116 107
Burkina Faso	BKF/83/P02	Analyse du recensement de la population	8 745	-
Botswana Botswana	BOT/84/P01 BOT/88/P03	Appui au service de démographie Analyse du recensement de la population	14 573 200 368	- 200 368
Comores	COI/89/P02	Recensement de la population et du logement	23 950	23 950
Cap Vert	CVI/88/P02	Recensement de la population	79 500	10 000
Ethiopie	ETH/87/P07	Centre d'analyse et d'étude de la population	197 792	-
Guinée Bissau	GBS/89/P01	Recensement de la population et du logement	476 235	199 525
Ghana	GHA/89/P04	Analyse et diffusion des données démographiques		
Liberia	LIR/89/P05	Analyse et diffusion des données démographiques	225 547	93 226
Mauritanie	MAU/92/P01	Analyse du recensement de 1958 et enquête PAPCHILD	193 376	116 876
Maroc Maroc	MOR/87/P20 MOR/88/P06	Assistance au Centre de recherche démographique Analyse des recensements de la population de 1971 et 1982	25 688 20 200	- -
Namibie	NAM/90/P02	Recensement de la population et du logement 1991		
Rwanda	RWA/89/P02	Recensement de la population et du logement 1991	217 000	217 000
Sierra Léone	SIL/83/P01	Analyse du recensement de la population	24 678	-

Somalie	SOM/86/P04	Analyse et diffusion des données démographiques	28 157	14 000
Swaziland	SWA/89/P01	Analyse et diffusion des données démographiques et socio-économiques	24 362	-
Ouganda	UGA/93/P01	Analyse et diffusion des données relatives au recensement de la population de 1991	604 996	347 546
Zaire	ZAI/83/017	Appui à l'institution volet démographique	485 232	273 470
Zimbabwe	ZIM/90/P02	Recensement de la population et du logement	163 000	31 000
C. POPULATION ET DEVELOPPEMENT				
Angola	ANG/90/P02	Unité de population	984 442	203 588
Burkina Faso	BKF/87/P02	Unité de population	207 673	44 525
Burkina Faso	BKF/92/P02	Assistance pour la mise en oeuvre de la politique régionale en matière de population	364 874	159 468
République centrafricaine	CAF/89/P01	Etablissement d'une unité de population	471 486	253 791
Guinée équatoriale	EQU/90/P01	Assistance pour la mise en place d'une unité de planification de la population	40 599	-
Côte d'Ivoire	IVC/90/P02	Mise en place d'une unité de planification de la population	92 195	-
Lesotho	LES/88/P05	Renforcement de la Division de la main-d'oeuvre et de la population, Département de la politique économique	298 257	88 629
Mauritanie	MAU/92/P02	Formulation de la politique de population	550 596	371 830
Maroc	MOR/88/P04	Migration interne et répartition géographique de la population	100 103	21 125
Maroc	MOR/89/P02	Banque de données démographiques et sociales	76 540	18 509
Niger	NER/88/P01	Unité de population et développement	153 631	97 348
Rwanda	RWA/87/P03	Assistance au Bureau national de population	204 426	-
Sénégal	SEN/88/P05	Population et localisation du peuplement	134 382	3 952
Sénégal	SEN/89/P01	Unité de population	272 179	121 809
Sao Tomé et Príncipe	STP/88/P01	Mise en place d'une unité de planification de la population	127 206	41 075
Tunisie	TUN/86/P01	Etude des aspects socio-professionnels de la situation de la femme dans la région du Maghreb	97 102	37 353
Tunisie	TUN/90/P02	Assistance pour IREP - Phase II	118 822	31 436